

INTERNATIONAL A l'heure des négociations pour un gouvernement d'union nationale, la guerre fait toujours rage pour le contrôle de la manne pétrolière. Avec à la clé, pénuries de carburant, effondrement des revenus pétroliers et plus généralement de l'économie du pays.

Le borbier du pétrole libyen

Mashala S. Agoub Saïd, le ministre libyen du Pétrole et du Gaz, illustre bien la complexité de la crise politique qui secoue le pays. Pour lui, la partition de celui-ci n'est pas qu'une affaire d'est et d'ouest ou de tribus. « Je suis originaire de l'est, de la plus grande tribu, les Al Zouaya, mais je suis dans le gouvernement de l'ouest, à Tripoli. La mère du général Haftar (chef de l'armée du gouvernement de Tobrouk) est de ma famille. Sa sœur est mariée avec mon cousin. Une des filles du général Haftar est mariée à un autre cousin. » Deux gouvernements, l'un à Tripoli, l'autre à Tobrouk... mais un seul ministre du Pétrole. On peut se faire la guerre mais l'argent du pétrole, c'est sérieux ! Et il doit profiter à tous ! Alors la manne est redistribuée à l'est comme à l'ouest. « Je vends le pétrole et le gaz, mais je ne donne l'argent à aucun gouvernement. Il est reversé à la Banque centrale de Libye à Tripoli et une commission s'occupe des financements prioritaires. On paie

les salaires des fonctionnaires, le nécessaire pour les écoles et les hôpitaux. Pour les deux camps, quelle que soit la ville d'habitation ou le lieu de naissance. » Donc on paie aussi les combattants des deux côtés de la ligne de front...

Paradoxalement, le ministre du Pétrole veut « faire sortir le pétrole du conflit », alors que toute l'économie du pays repose sur l'or noir.

Ravagée par la guerre, les luttes internes, et la faiblesse des cours, la Libye est obligée d'exporter son pétrole pour se renflouer.

Mais en sous-main, la guerre fait toujours rage pour le contrôle de la manne pétrolière. Car cette rente suscite des convoitises. Le gouvernement intérimaire installé à Tobrouk (reconnu par la communauté internationale) a créé une Compagnie nationale du pétrole (NOC) bis, elle aussi chargée de la vente du brut du pays vers les marchés internationaux... avec un compte bancaire aux Émirats arabes unis, pays accusé d'ingérence dans le conflit qui soutient le gouvernement de Tobrouk. Cette nouvelle compagnie concurrente et éponyme de celle de Tripoli prévoit d'ouvrir des bureaux en Allemagne, en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Pour le moment, la démarche de Tobrouk n'est pas couronnée de succès. « Les champs pétrolifères contrôlés par Tobrouk produisent 2 millions de barils par semaine, mais l'argent va à la banque centrale que nous contrôlons », assure le ministre. Et Tripoli a négocié la réouverture du pipeline, verrouillé par les milices de Zenten alliées au gouvernement de Tobrouk, en échange d'un approvisionnement en carburant et en gaz.

Les conséquences sont aussi importantes sur le marché intérieur libyen. Des pénuries de carburant et de gaz apparaissent sporadiquement, en raison des difficultés de maintenance des installations. Les rares sociétés qui acceptent de travailler dans le pays profitent de l'aubaine pour augmenter les prix.

« Aujourd'hui pour un projet estimé à un million d'euros, nous avons des réponses à 2,8 millions, car les entreprises savent que la mise en concurrence est un problème », déplore Faraj Shaban, président

exécutif de Brega Company qui distribue le gaz et l'essence.

Mais la préoccupation première du ministre du Pétrole est l'effondrement des revenus pétroliers du

pays. Au début de la révolution en février 2011, la Libye exportait pour 47 milliards de dollars de pétrole. En 2012, le pays produisait entre 1,2 et 1,7 million de barils par jour, soit un revenu de 60 milliards de dollars. Plus qu'avant la révolution. Mais avec la reprise de la guerre civile et les attaques de Daech contre plusieurs champs pétrolifères, ces revenus n'ont cessé de diminuer : 40 milliards en 2013, 15 en 2014 et une estimation de 10 milliards en 2015. Conséquence, le trésor de la Banque centrale nécessaire pour financer les salaires et les importations, fond comme neige au soleil : il a baissé de 25 % en 2014 passant de 105,9 à 76,6 milliards de dollars. Et il manquera encore 25 milliards de dollars cette année au budget général du pays.

Si les exportations d'or noir ne repartent pas à la hausse, le pays pourrait connaître un défaut de paiement d'ici à trois ans. A cette situation interne chaotique s'ajoute la chute des cours sur le marché mondial. Les accords de paix sont aussi une question de survie économique du pays. A l'évocation de la rumeur sur un accord secret prévoyant une gestion par des entreprises françaises de 30 % du pétrole libyen, en récompense de son soutien à la révolution, le ministre sourit : « Je n'ai pas connaissance d'un tel accord. Mais notre marché est particulièrement ouvert à tous ceux qui nous ont aidés. C'est un gros gâteau et il y en a pour tout le monde. » ■ Jacques Duplessy

RECHERCHE SOUS-TRAITANTS DÉSESPÉRÉMENT

Faraj Shaban, président exécutif de Brega Company, ne cache pas que « la situation est très critique » pour la maintenance des installations pétrolières et gazières. Quasiment toutes les sociétés européennes ont plié bagage à cause de l'insécurité. Restent des sous-traitants bosniaques et turcs. Siraga, entreprise française spécialisée dans les solutions sur-mesure pour l'industrie du GPL a aussi suspendu son activité. « Nous avons installé trois lignes d'emplissage de bouteilles de gaz, déclare Richard Daudon, responsable pays chez Siraga. Nous avons d'autres projets et la volonté de revenir dès que la situation le permettra. » L'enlèvement de quatre Italiens employés par une société de construction sur le site de ENI dans la région de Mellitah, à l'ouest de Tripoli ne va pas encourager la reprise des partenariats.